

SESSION PLENIÈRE DE LA CONVENTION EUROPÉENNE

Bruxelles, 15-16 de mai 2003

THÈME: INSTITUTIONS

Intervention du Représentant du Gouvernement Portugais
Prof. Ernâni Rodrigues Lopes

1. Dans un document intitulé "Reform of the Institutions-Principles and Premises", les représentants de seize gouvernements dans cette Convention, dont moi-même, affirment que la réforme des Institutions de l'Union doit obéir aux principes suivants:

- préserver l'égalité des Etats membres,
- préserver l'équilibre institutionnel,
- maintenir le système de rotation des présidences,
- maintenir et renforcer la méthode communautaire.

2. Lors du Conseil Européen informel d'Athènes, ces principes ont été soulignés par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de ces mêmes seize pays, le Premier-Ministre portugais inclu. Le Président de la Convention était présent à ce Conseil Informel.

3. C'est pourquoi, dans ces circonstances, la proposition du Praesidium nous a laissé perplexes. Le principe de l'égalité entre Etats membres n'est pas respecté; l'équilibre entre les institutions est adultéré; le système de rotation des présidences est éliminé; le renforcement de la méthode communautaire est exprimé de façon insuffisante. En somme, la proposition du Praesidium affecte directement les bases et fondements de la construction européenne.

4. Je l'ai déjà dit quelques fois et il me semble important de le répéter ici, à nouveau. J'ai la plus profonde conviction que décider d'accepter un Président élu pour le Conseil Européen ainsi que la fin des présidences rotatives serait une erreur qui pourrait être fatale pour le futur de l'Union. Et cela pour trois raisons bien simples: nous serions en train de porter atteinte à l'histoire, à la nature et aux objectifs de l'Union.

5. D'autre part, le projet d'articulé sur la future composition de la Commission n'offre aucune garantie quant au respect de l'égalité entre Etats membres. Et les propositions sur la composition du Parlement Européen ainsi que la règle de la majorité qualifiée au Conseil constituent un véritable recul par rapport au Traité de Nice.

6. Je constate ainsi que, dans ces domaines, les positions sont encore très éloignées. Nous sommes confiants que, d'ici la fin des travaux, il sera possible de les rapprocher et de les assembler. Nous nous efforceront pour atteindre cet objectif. Mais la Declaration de Laeken est très claire: le document final de la Convention devra indiquer quelles sont les options disponibles lorsqu'un consensus n'a pas été obtenu. Nous désirons ce consensus, mais nous ne sacrifierons pas certains principes qui nous semblent essentiels.